

« **N**ous sommes dans une société compulsive addictive », lance d'emblée le docteur Yves Edel, psychiatre et chef de l'unité d'addictologie de la Pitié-Salpêtrière. Dans le plus grand hôpital d'Europe, un millier de patients viennent consulter chaque année pour trouver une solution à leur problème de dépendance. « Quand on est accro, on ne vit que pour trouver son produit. Il y a des patients qui nous disent avoir passé leur dimanche à chercher un tabac ouvert », raconte sa collègue Geneviève Boyer, assistante sociale, qui précise qu'« il s'agit rarement d'une dépendance à un seul produit ». Peu nombreux sont, en effet, les alcooliques qui ne sont pas accros au tabac ou les héroïnomanes qui ne boivent pas... À la Salpêtrière comme dans les trois Csapa du 13^e (voir ci-contre), auprès de professionnels sont retracées des histoires très personnelles et des fragilités psychologiques bien plus profondes que celles causées par la dépendance. « Pour tous les malades de la dépendance, le chemin est le même vers ces petits capteurs cérébraux qui sollicitent les produits, et qui ne les oublient jamais vraiment », ajoute Geneviève Boyer. La dépendance est donc une maladie longue durée dont on ne guérit jamais vraiment. Parmi celles traitées dans les consultations : l'alcool, les anxiolytiques, l'héroïne, le skénan (sulfate de morphine), le cannabis, mais aussi les drogues dites « sans produits » telles que le jeu, les écrans, le sexe. Selon le docteur Edel, la tendance à l'addiction est de trois hommes pour une femme.

Soins : de l'offre et de la demande

Sur le 13^e, la gare d'Austerlitz, les péniches du Port de la Gare et l'université de Tolbiac sont les trois principaux foyers de consommation, même s'ils sont loin de rivaliser avec certains points chauds du nord de la capitale, gare du Nord en tête. Arrondissement social par excellence – « 43% des lits d'hébergement de Paris intra-muros sont situés

dans le 13^e », rappelle le docteur Edel –, il attire une population précaire, à même d'être confrontée à des problèmes de dépendances. En plus des autres services de l'hôpital (urgences, cardiologie...), avec qui la liaison est assurée, l'unité d'addictologie de la Salpêtrière reçoit des cas signalés par la Mie de Pain ou l'Armée du Salut. « Le réseau social est bien structuré dans le 13^e, confirme Catherine Péquart, directrice de l'association Charonne. Et l'offre de soins est importante. » Si, il y a une vingtaine d'années, l'association s'est installée quai d'Austerlitz, cela tient à davantage au marché de l'immobilier : « On a trouvé de la place à un prix raisonnable. » Aujourd'hui, la directrice cherche à se tourner davantage vers le 13^e. « Le Csapa reçoit des gens de tout Paris, mais j'ai le souhait de rendre service à l'arrondissement », lance-t-elle. Au Csapa Confluence, situé rue de la Fontaine-à-Mulard, des actions sont depuis longtemps menées conjointement avec différents organismes du coin, dont l'école de chimie, les établissements scolaires, l'équipe d'éducateurs de rue de la Brillat-Savarin, juste en face, mais aussi, au niveau départemental, avec le parquet des mineurs.

Dans ce large dossier, nous avons tenté de brosser un tableau le plus exhaustif possible des principales addictions recensées. Nous avons rencontré les acteurs, malades ou soignants, dans les structures d'accueil et d'écoute, avec pour but d'intéresser, informer, orienter, convaincre ou rassurer. ♦ vr.



Au Centre de soins d'accompagnement et de prévention des addictions (Csapa) de l'association Charonne, un éducateur spécialisé fait le point avec l'un patient lors d'une consultation.

POUR S'Y RETROUVER

QU'EST-CE QU'UN CSAPA ?

Les Csapa sont des Centres de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie composés d'une équipe de médecins, psychiatres, psychologues, infirmiers, éducateurs spécialisés et travailleurs sociaux. Ce sont des centres médico-sociaux qui peuvent être gérés par des hôpitaux ou par des associations. Les Csapa reçoivent toutes les personnes confrontées à une addiction ainsi que leur entourage. Trois se situent dans le 13^e :

- Csapa de l'association Charonne, 9 quai d'Austerlitz, 01.44.06.42.02, www.charonne.asso.fr.

- Csapa Emergence de l'Institut mutualiste Montsouris, 6 rue Richemont, 01.53.82.81.70, www.imm.fr.

- Csapa Confluences du groupe social SOS, 6 rue de la Fontaine-à-Mulard, 01.43.13.14.30, www.groupe-sos.org.

Tous les Csapa proposent des consultations pour mineurs et jeunes adultes de moins de 25 ans.

QU'EST CE QU'UN CAARUD ?

Les Caarud sont des Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues. Ils regroupent divers dispositifs de réduction des risques. Neuf se situent à Paris, deux autres dans le Val-de-Marne (Villejuif et Champigny).

Pour toutes les informations sur les structures, consulter www.drogues-info-service.fr ou appeler le 0800 23 13 13.

Pour des études précises sur la consommation de drogues en France, consulter l'Observatoire français des tendances et des drogues, www.ofdt.fr.

passé la soirée sur une péniche et qui sont tombées par-dessus bord suite à une consommation excessive, souvent constituée de MDMA et d'alcool.

Y a-t-il plus généralement une géographie parisienne des points de vente et d'usage de drogues ?

On sait quelle station de métro ou quelle cité est un point chaud. Il y a de plus en plus de lieux où l'on propose à la fois cocaïne et cannabis – deux drogues qui étaient auparavant très distinguées car destinées à des populations différentes –, la cocaïne étant plus rentable. Le 13^e est peu exposé à la revente. À l'inverse, le 19^e renferme le plus gros lieu de revente de crack, une cité près du canal Saint-Martin. Dans le 18^e, on trouvera particulièrement des médicaments. L'héroïne est de plus en plus rare sur Paris intra-muros ; elle se trouve davantage en banlieue. Pour ce qui est de la MDMA, en dehors des lieux nocturnes, on la trouve aussi sur d'autres réseaux, comme le téléphone : on appelle un revendeur qui vient vous livrer à domicile.

L'achat sur Internet est de plus en plus courant, lui aussi ?

C'est un nouveau mode d'accès aux produits, en effet, mais il n'est pas facilement observable. Difficile de dire avec précision quel est le profil-type des acheteurs. Ce que nous savons, en revanche,

« À la Pitié, nous avons eu quelques cas de personnes ayant passé la soirée sur une péniche et qui sont tombées par-dessus bord suite à une consommation excessive, souvent constituée de MDMA et d'alcool »

c'est que, comme sur le marché réel, on y trouve les trois grandes familles de produits : calmants, stimulants et hallucinogènes. Ce sont aussi des produits consommés selon de nouvelles pratiques et par deux catégories de personnes identifiées : les *slameurs*, des personnes qui font usage du produit dans un contexte sexuel gay et qui s'injectent la dose pendant le rapport sexuel par voie intraveineuse. Mais attention, cela reste une micro-population. La deuxième catégorie concerne des personnes qui ne revendiquent aucun mouvement particulier, possèdent un niveau d'études poussé et sont souvent passionnées de pharmacologie. Ces consommateurs-là connaissent la composition des produits, décrivent leurs trips sur Internet, donnent des conseils de réduction des risques liés à leurs usages... Dans les deux cas, on est loin des clichés de la drogue de la rue et de la figure du toxicomane. Les vendeurs, eux, se trouvent plutôt en Asie et pratiquent des prix beaucoup plus faibles que ceux que l'on trouve sur le marché de rue. ♦ **Propos recueillis par V.T.**

TROQUE ADDICTION CONTRE APPARTEMENT

Alternatives à l'hospitalisation et surtout à la rue, des appartements sont loués par des structures d'aide partout dans Paris pour loger des personnes dépendantes avec obligation de soins.

On les appelle les appartements thérapeutiques relais, ATR, et les places y sont très chères. Seuls 8 appartements sont gérés par exemple par le Csapa Confluences. « *Nous avons des studios et des deux-pièces, ces derniers étant plutôt réservés à des personnes qui reçoivent leurs enfants* », explique Caroline, conseillère économique et sociale. Contre l'engagement dans une procédure de soins et une participation à hauteur de 10% de ses revenus (souvent 45€, 10% du RSA), une personne dépendante et précaire peut donc bénéficier d'un logement situé dans Paris intra-muros – deux des huit appartements sont dans le 13^e. « *L'idée est qu'ils réapprennent à investir un appartement, à l'entretenir, qu'ils acquièrent certaines habitudes de vie* », explique Fatou, assistante sociale.

Le Csapa Charonne dispose d'une réserve plus importante : 23 places en ATR et 25 en hôtel. Là aussi, les soins sont obligatoires. « *Nous exigeons également que les personnes travaillent, même avec des petits contrats* », souligne Catherine Péquart. La directrice peut compter sur un réseau d'hôtels (deux dans le 13^e) et de propriétaires coopérants : « *Notre fiabilité de paiement les convainc*. » Quid des logements sociaux ? « *On a posé une demande pour le parc public de la Ville, mais on n'a pas trouvé le chemin, ça semble compliqué* », ajoute-t-elle.

Pour vérifier que tout se passe bien, des visites sont régulièrement effectuées dans les appartements « *mais jamais à l'improviste* », rappelle Fatou. D'après son expérience, la rechute intervient une fois sur deux. « *Il y a deux autres risques, qui peuvent être gênants pour le voisinage : que l'appartement devienne un lieu de deal et de consommation à plusieurs, et que la personne s'adonne à la prostitution*. » Quand elle ne tient pas ses engagements, cette dernière est généralement réorientée vers une structure plus adaptée. ♦ **vr.**

(1) Trend/Sintes : Tendances récentes et nouvelles drogues / système d'identification national des toxiques et substances.

(2) Observatoire français des drogues et des toxicomanies

(3) Méthylène-dioxy-méthanphétamine